

Transferts de fonds des migrants et croissance inclusive en Afrique subsaharienne : l'investissement comme principal mécanisme de transmission

Migrant remittances and inclusive growth in Sub-Saharan Africa: Investment as the main transmission mechanism

Axel Durand SEMBOUNG BABA, (Doctorant)

*Laboratoire de Recherche en Méthodes Quantitatives Appliquées au Management et en Économie (LaREMEQAME)
 Faculté des Sciences Économiques et de Gestion Appliquée
 Université de Douala, Cameroun*

Vatis Christian KEMEZANG, (Docteur)

*Laboratoire de Recherche en Méthodes Quantitatives Appliquées au Management et en Économie (LaREMEQAME)
 Faculté des Sciences Économiques et de Gestion Appliquée
 Université de Douala, Cameroun*

Adresse de correspondance :	Faculté des Sciences Économiques et de Gestion Appliquée Université de Douala, BP 2701 Douala, Cameroun
Déclaration de divulgation :	Les auteurs n'ont pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude. Ils assument l'entière responsabilité de tout éventuel plagiat, de l'usage de l'intelligence artificielle dans la rédaction, ainsi que des résultats présentés dans cet article.
Conflit d'intérêts :	Les auteurs ne signalent aucun conflit d'intérêts.
Citer cet article	SEMBOUNG BABA, A. D., & KEMEZANG, V. C. (2026). Transferts de fonds des migrants et croissance inclusive en Afrique subsaharienne : l'investissement comme principal mécanisme de transmission. <i>International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics</i> , 7(8), 142–161. https://doi.org/10.5281/zenodo.21217238
Licence	Cet article est publié en open Access sous licence CC BY-NC-ND

International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics - IJAFAME

ISSN: 2658-8455

Volume 7, Issue 08 (2026)

Transferts de fonds des migrants et croissance inclusive en Afrique subsaharienne : l'investissement comme principal mécanisme de transmission

Résumé

Les transferts de fonds des migrants constituent une source majeure de financement extérieur en Afrique subsaharienne, mais les mécanismes par lesquels ils contribuent à la croissance inclusive restent insuffisamment établis. Cette étude analyse leur relation avec la croissance inclusive et identifie les principaux canaux de transmission. L'analyse porte sur un panel équilibré de 33 pays d'Afrique subsaharienne observés entre 2000 et 2022, soit 665 observations pays années. La croissance inclusive est mesurée à l'aide d'un indice composite intégrant des dimensions économiques et sociales. La stratégie empirique repose sur une analyse de médiation multiple par régressions séquentielles. Les équations principales sont estimées par moindres carrés ordinaires avec erreurs standards robustes HC3. L'inférence sur les effets indirects repose sur un bootstrap par grappes au niveau des pays comportant 1 000 répliques et des intervalles de confiance percentile à 95 %. Les résultats montrent une association positive et statistiquement significative entre les transferts de fonds et la croissance inclusive ($\beta = 0,252$; $p < 0,01$). Parmi les mécanismes examinés, seul l'investissement productif présente un effet indirect significatif. Le capital humain, le développement financier et les recettes fiscales ne transmettent pas significativement cette relation. Ces résultats montrent que la contribution des transferts à la croissance inclusive dépend du canal par lequel ces ressources affectent l'économie et soulignent la nécessité de politiques favorisant leur orientation vers des investissements productifs.

Mots clés : Transferts de fonds, Croissance inclusive, Investissement productif, Capital humain, Afrique subsaharienne.

JEL Classification : F24 ; O15 ; O55 ; I32 ; C33 ; M41

Type du papier : Recherche empirique

Abstract

Migrant remittances constitute a major source of external financing in Sub Saharan Africa, yet the mechanisms through which they contribute to inclusive growth remain insufficiently established. This study examines their relationship with inclusive growth and identifies the main transmission channels. The analysis uses a balanced panel of 33 Sub Saharan African countries observed from 2000 to 2022, comprising 665 country year observations. Inclusive growth is measured using a composite index incorporating economic and social dimensions. The empirical strategy relies on multiple mediation analysis estimated through sequential regressions. The main equations are estimated by ordinary least squares with HC3 robust standard errors. Inference on indirect effects is based on 1,000 country clustered bootstrap replications and 95% percentile confidence intervals. The results show a positive and statistically significant association between remittances and inclusive growth ($\beta = 0.252$, $p < 0.01$). Among the mechanisms examined, only productive investment exhibits a significant indirect effect. Human capital, financial development, and tax revenue do not significantly transmit this relationship. These findings show that the contribution of remittances to inclusive growth depends on the channel through which these resources affect the economy. They therefore highlight the need for policies that encourage the allocation of remittance inflows toward productive investment to strengthen their contribution to more inclusive and sustainable development.

Keywords : Remittances, Inclusive Growth, Productive Investment, Human Capital, Sub-Saharan Africa

Classification JEL : F24; O15; O55; I32; C33; M41

Paper type : Empirical Research

1. Introduction

Les transferts de fonds des migrants constituent aujourd'hui l'une des principales sources de financement extérieur des économies en développement. Selon la Banque mondiale, les flux destinés aux pays à revenu faible et intermédiaire ont atteint des niveaux records au cours des dernières années, dépassant dans plusieurs économies les investissements directs étrangers et l'aide publique au développement (World Bank, 2023). En Afrique subsaharienne, ces transferts représentent une ressource relativement stable face aux chocs économiques et contribuent au financement de la consommation, de l'investissement et de l'accumulation du capital humain (Ngubane et al., 2025). Cette dynamique confère aux transferts de fonds un rôle stratégique dans la réalisation des objectifs de développement durable et dans la promotion d'une croissance plus inclusive.

La croissance inclusive dépasse la seule augmentation du produit intérieur brut en intégrant simultanément la création de richesses, la réduction de la pauvreté, l'amélioration du bien-être et un partage plus équitable des opportunités économiques. Dans cette perspective, les transferts de fonds sont susceptibles de stimuler la croissance inclusive en relâchant les contraintes de financement des ménages, en favorisant l'investissement productif, l'accumulation du capital humain, le développement du système financier et, indirectement, l'élargissement de la base fiscale. Les résultats empiriques demeurent toutefois contrastés. Alors que plusieurs études mettent en évidence un effet positif des transferts sur la croissance économique et la transformation structurelle (Adow, 2025 ; Kazembe et al., 2026), d'autres soulignent que leur impact dépend fortement du contexte institutionnel, du niveau de développement financier et de l'utilisation productive des ressources transférées.

Malgré l'abondance des travaux consacrés aux effets macroéconomiques des transferts de fonds, plusieurs limites subsistent. Premièrement, la plupart des recherches privilégient l'estimation des effets directs sur la croissance économique, la pauvreté ou le bien-être des ménages. Deuxièmement, les mécanismes de transmission reliant les transferts de fonds à la croissance inclusive restent insuffisamment documentés, notamment lorsqu'ils sont examinés simultanément dans un cadre de médiation multiple. Enfin, les rares études consacrées à l'Afrique subsaharienne analysent généralement un canal isolé, tel que le développement financier ou l'investissement, sans évaluer leurs effets conjoints. Cette lacune limite la compréhension des processus par lesquels les transferts de fonds favorisent une croissance plus inclusive.

Afin de combler cette lacune, cette étude analyse l'effet des transferts de fonds des migrants sur la croissance inclusive en Afrique subsaharienne en identifiant les principaux mécanismes de transmission mobilisés. Elle apporte trois contributions. Premièrement, elle propose une analyse intégrée des effets directs et indirects des transferts de fonds sur la croissance inclusive. Deuxièmement, elle examine simultanément quatre canaux de médiation, à savoir l'investissement productif, le capital humain, le développement financier et les recettes fiscales. Troisièmement, elle fournit de nouvelles preuves empiriques sur l'Afrique subsaharienne, susceptibles d'éclairer les politiques visant à orienter les transferts de fonds vers des usages plus productifs et plus favorables à une croissance inclusive.

L'usage de ces ressources, consommation courante ou investissement productif, conditionne toutefois leur portée macroéconomique (Adams et Cuecuecha, 2013 ; Chami et al., 2008).

La suite de l'article est organisée comme suit. La section 2 présente la revue de littérature et les hypothèses de recherche. La section 3 décrit la méthodologie, notamment les données et la stratégie d'estimation. La section 4 présente les résultats, de l'analyse descriptive jusqu'à la décomposition des effets. La section 5 conclut et propose des implications de politique économique.

2. Revue de littérature

La relation entre les transferts de fonds des migrants et le développement économique a suscité un intérêt croissant dans la littérature au cours des dernières décennies. Initialement analysés sous l'angle de la réduction de la pauvreté et du soutien à la consommation des ménages, les transferts de fonds sont progressivement apparus comme un déterminant potentiel de la croissance économique et du développement inclusif. Cette évolution s'explique par l'augmentation continue des flux de transferts vers les pays en développement, où ils constituent désormais l'une des principales sources de financement extérieur, dépassant parfois les investissements directs étrangers et l'aide publique au développement. L'augmentation continue de ces flux dans les pays en développement, particulièrement en ASS, a conduit les chercheurs à s'interroger sur leur capacité à favoriser une amélioration durable des conditions de vie des populations.

Les travaux existants demeurent néanmoins partagés quant à l'ampleur et à la nature des effets des transferts de fonds. Deux principaux courants peuvent être distingués. Une première catégorie d'études met en évidence leur contribution positive à la croissance économique à travers l'accroissement de l'investissement, la réduction des contraintes de financement et l'amélioration du capital humain (Giuliano et Ruiz Arranz, 2009 ; Aggarwal et al., 2011 ; Meyer et Shera, 2017). Les travaux plus récents confirment cette contribution, tout en montrant qu'elle dépend largement de l'environnement économique et institutionnel des pays bénéficiaires (Adow, 2025 ; Kazembe et al., 2026). Une seconde catégorie de recherches souligne, au contraire, que les effets des transferts peuvent être limités lorsque les ressources reçues sont principalement consacrées à la consommation courante ou lorsque les conditions institutionnelles et financières des pays bénéficiaires demeurent insuffisantes (Chami et al., 2005 ; Catrinescu et al., 2009). Cette littérature met ainsi en évidence le caractère conditionnel, plutôt que systématique, des effets des transferts de fonds sur le développement.

Cette divergence des résultats suggère que les transferts de fonds n'influencent pas mécaniquement le développement. Leur impact dépend largement des canaux de transmission mobilisés ainsi que du contexte économique dans lequel ils sont reçus. Dans cette perspective, l'analyse de la croissance inclusive offre un cadre particulièrement pertinent, car elle permet d'appréhender simultanément les dimensions économiques et sociales du développement. Elle conduit également à s'intéresser non seulement à l'existence d'un effet des transferts de fonds, mais aussi aux mécanismes par lesquels ces ressources sont susceptibles de produire une croissance plus inclusive. La présente revue de littérature s'articule ainsi autour de deux axes complémentaires : les fondements théoriques et empiriques de la relation entre les transferts de fonds et la croissance inclusive, puis l'analyse des principaux mécanismes de transmission susceptibles d'expliquer cette relation.

2.1. Transferts de fonds et croissance inclusive : fondements théoriques et résultats empiriques

Les fondements théoriques de la relation entre les transferts de fonds des migrants et la croissance inclusive reposent principalement sur la Nouvelle Économie des Migrations de Travail (*New Economics of Labour Migration*, NELM) développée par Stark et Bloom (1985), ainsi que sur les théories de la croissance endogène. Contrairement à l'approche néoclassique, qui interprète la migration comme une décision individuelle motivée par les écarts de rémunération entre pays, la NELM considère la migration comme une stratégie collective des ménages visant à diversifier leurs sources de revenus et à réduire leur exposition aux imperfections des marchés du crédit, de l'assurance et du travail. Dans cette perspective, les transferts de fonds constituent un mécanisme de partage des risques permettant de soutenir la consommation des ménages, de financer des investissements productifs et de renforcer leur résilience face aux chocs économiques. Les théories de la croissance endogène complètent cette

analyse en soulignant que l'accumulation du capital physique, du capital humain et des capacités d'innovation constitue un moteur essentiel de la croissance de long terme (Romer, 1986 ; Lucas, 1988). En levant les contraintes financières auxquelles sont confrontés les ménages et les petites entreprises, les transferts de fonds peuvent favoriser l'investissement, l'entrepreneuriat et l'accumulation du capital humain, contribuant ainsi à une croissance plus inclusive.

Ces mécanismes théoriques suggèrent que les transferts de fonds peuvent contribuer à une croissance inclusive, entendue comme une croissance créatrice de richesse dont les bénéfices sont largement partagés au sein de la population. Toutefois, cette relation demeure largement conditionnée par la manière dont les ressources transférées sont utilisées et par les caractéristiques institutionnelles et financières des économies bénéficiaires. Les transferts de fonds ne produisent donc pas automatiquement des effets favorables sur le développement ; leur contribution dépend de leur capacité à financer des activités productives plutôt qu'à répondre exclusivement aux besoins de consommation immédiate.

La littérature empirique demeure toutefois partagée quant à l'ampleur et aux conditions de cet effet. Deux principaux courants peuvent être distingués. Un premier courant met en évidence une contribution positive des transferts de fonds à la croissance économique et au développement inclusif. Acosta et al. (2008) montrent que ces flux réduisent la pauvreté et les inégalités dans plusieurs pays en développement. Gupta et al. (2009) mettent en évidence leur contribution à l'amélioration du capital humain par l'augmentation des dépenses d'éducation et de santé, tandis qu'Anyanwu et Erhijakpor (2010) concluent que les transferts favorisent la réduction de la pauvreté en Afrique. Giuliano et Ruiz Arranz (2009) démontrent, quant à eux, que les transferts se substituent aux marchés financiers défaillants en facilitant l'investissement privé, conclusion confirmée par Meyer et Shera (2017). Plus récemment, Adow (2025) montre, à partir d'un panel de quinze pays d'Afrique de l'Est, que les transferts de fonds exercent un effet positif et robuste sur la croissance économique, y compris après prise en compte des problèmes d'endogénéité, tout en soulignant que leur efficacité dépend de la qualité de la gouvernance et du développement financier. Dans la même perspective, Kazembe et al. (2026) montrent que les transferts de fonds favorisent la transformation économique en Afrique subsaharienne principalement par le financement de l'investissement productif et le renforcement des capacités productives, confirmant ainsi que leurs effets dépendent des mécanismes de transmission mobilisés.

À l'inverse, un second courant souligne que les effets des transferts de fonds demeurent hétérogènes et fortement dépendants du contexte économique. Chami et al. (2005) considèrent que ces ressources sont principalement orientées vers la consommation et produisent des effets limités sur la croissance de long terme. Catrinescu et al. (2009) montrent que les bénéfices des transferts restent conditionnés par la qualité des institutions, tandis que Bettin et Zazzaro (2012) mettent en évidence le rôle déterminant du développement financier dans la transformation des transferts en investissements productifs. Les travaux récents confirment cette dimension conditionnelle. Karim et al. (2025) montrent que les effets des transferts sur la croissance sont renforcés lorsque les institutions et le système financier sont suffisamment développés, alors que Habib (2024) souligne que l'amélioration de la gouvernance accroît significativement leur contribution au développement économique.

Ces divergences empiriques montrent que l'estimation des seuls effets directs des transferts de fonds demeure insuffisante pour expliquer leur contribution à la croissance inclusive. Les recherches récentes convergent ainsi vers l'idée que ces effets s'exercent principalement par l'intermédiaire de mécanismes de transmission dont l'importance varie selon les caractéristiques structurelles des pays bénéficiaires. Pourtant, la majorité des études analysent ces mécanismes séparément ou les considèrent comme de simples variables de contrôle. Les travaux examinant simultanément plusieurs canaux de transmission demeurent rares, en particulier en Afrique subsaharienne, où les contraintes financières, institutionnelles et productives sont susceptibles

de modifier profondément l'efficacité des transferts. Cette lacune révèle que la compréhension des effets des transferts de fonds dépend moins de l'estimation de leur impact direct que de l'identification des mécanismes par lesquels ils influencent la croissance inclusive. La présente étude répond à cette limite en mobilisant une approche de médiation multiple permettant d'examiner simultanément plusieurs canaux de transmission dans le contexte de l'Afrique subsaharienne.

2.2. Les mécanismes de transmission des transferts de fonds vers la croissance inclusive

La littérature récente reconnaît que les effets des transferts de fonds sur la croissance inclusive ne s'exercent pas uniquement de manière directe, mais résultent de plusieurs mécanismes intermédiaires dont l'importance varie selon les caractéristiques économiques, financières et institutionnelles des pays bénéficiaires. Les travaux empiriques identifient principalement quatre canaux de transmission : l'investissement productif, le capital humain, le développement financier et les recettes fiscales. L'analyse de ces mécanismes permet de mieux comprendre les conditions dans lesquelles les transferts de fonds contribuent effectivement à une croissance plus inclusive.

2.2.1. Le canal de l'investissement productif

L'investissement productif constitue le mécanisme de transmission le plus largement documenté dans la littérature. Selon la Nouvelle Économie des Migrations de Travail, les transferts de fonds permettent aux ménages de surmonter les imperfections des marchés du crédit et de financer des projets d'investissement qui n'auraient pas pu être réalisés autrement (Stark & Bloom, 1985). En réduisant les contraintes de liquidité, ces ressources favorisent l'acquisition d'équipements, le développement d'activités génératrices de revenus et la création de petites entreprises.

Les résultats empiriques confirment largement cette relation. Adams et Cuecuecha (2010) montrent que les ménages bénéficiaires consacrent une part importante des transferts à l'investissement plutôt qu'à la consommation courante. Giuliano et Ruiz Arranz (2009) soulignent que les transferts peuvent se substituer aux marchés financiers défaillants et soutenir l'accumulation du capital physique. Dans le contexte africain, Nyamongo et al. (2012) montrent que les transferts stimulent la croissance économique par l'intermédiaire de l'investissement privé, tandis qu'Adow (2025) confirme que leur contribution à la croissance demeure plus importante lorsque les ressources sont orientées vers des usages productifs et soutenues par un environnement institutionnel favorable.

L'investissement constitue également l'un des principaux déterminants de la croissance inclusive en favorisant l'expansion de la production, la création d'emplois et l'amélioration des revenus. Ces arguments théoriques et empiriques conduisent à considérer l'investissement productif comme un mécanisme privilégié par lequel les transferts de fonds peuvent renforcer la croissance inclusive.

2.2.2. Le canal du capital humain

Les transferts de fonds peuvent également agir à travers l'accumulation du capital humain. En augmentant les revenus disponibles des ménages, ils facilitent les dépenses consacrées à l'éducation, à la santé et à la nutrition, contribuant ainsi à améliorer les capacités productives des individus (Lucas et Stark, 1985 ; Acosta et al., 2008).

La théorie de la croissance endogène attribue au capital humain un rôle central dans la dynamique du développement économique à long terme (Lucas, 1988). Une population mieux éduquée et en meilleure santé bénéficie d'une productivité plus élevée, favorise l'innovation et améliore la capacité d'adaptation aux changements économiques. Dans cette perspective, les

transferts de fonds peuvent générer des effets durables sur la croissance inclusive en renforçant les opportunités économiques des ménages bénéficiaires.

Les résultats empiriques demeurent toutefois contrastés. Si Gupta et al. (2009) et Anyanwu et Erhijakpor (2010) mettent en évidence un effet positif des transferts sur les dépenses d'éducation et de santé, Mansuri (2006) montre que ces effets dépendent fortement des choix d'allocation des ménages ainsi que de la disponibilité des infrastructures éducatives et sanitaires. Ainsi, l'impact des transferts sur le capital humain apparaît davantage conditionnel que systématique, ce qui justifie d'examiner empiriquement son rôle de médiateur dans la relation entre transferts de fonds et croissance inclusive.

2.2.3. Le canal du développement financier

Le développement financier constitue un autre mécanisme potentiellement important. Les transferts de fonds transitent généralement par les institutions financières formelles, ce qui favorise l'ouverture de comptes bancaires, l'utilisation des services financiers et l'inclusion financière des ménages bénéficiaires (Aggarwal et al., 2011).

La littérature suggère que les transferts peuvent contribuer à approfondir le système financier en augmentant les dépôts bancaires et en améliorant la disponibilité des ressources destinées au financement de l'économie (Giuliano et Ruiz-Arranz, 2009). Un système financier plus développé facilite à son tour l'accès au crédit, soutient l'investissement privé et améliore l'allocation des ressources productives.

Les résultats de la littérature demeurent néanmoins mitigés. Bettin et Zazzaro (2012) montrent que les effets des transferts sur le développement financier dépendent de la profondeur du système bancaire et de la qualité des institutions, tandis que Combes et Ebeke (2011) soulignent que la faible bancarisation limite la capacité des transferts à soutenir durablement l'intermédiation financière. Plus récemment, Karim et al. (2025) mettent en évidence le rôle complémentaire de la qualité institutionnelle dans la transformation des transferts en moteur de croissance. Ces résultats suggèrent que le développement financier constitue un canal de transmission potentiellement important, mais fortement conditionné par le contexte institutionnel.

2.2.4. Le canal des recettes fiscales

Enfin, les transferts de fonds peuvent influencer indirectement les finances publiques. En soutenant la consommation des ménages, l'investissement et l'activité économique, ils contribuent potentiellement à l'élargissement des assiettes fiscales, tant par la fiscalité indirecte (TVA, droits d'accise) que, plus indirectement, par la fiscalité directe liée à l'augmentation des revenus et des bénéfices des entreprises (Abdih et al., 2012). L'accroissement des recettes publiques peut alors permettre de financer les infrastructures, les services publics et les politiques sociales favorables à une croissance plus inclusive.

Les fondements empiriques de ce mécanisme demeurent toutefois limités. Ahmed (2012) souligne que les transferts peuvent réduire les incitations des gouvernements à développer leurs propres capacités de mobilisation fiscale, tandis que d'autres travaux mettent en évidence des effets positifs liés à l'expansion de l'activité économique. Dans les économies d'Afrique subsaharienne, caractérisées par une forte informalité, l'ampleur de ce mécanisme demeure incertaine et dépend probablement de la capacité des administrations fiscales à capter les retombées de l'activité économique générée par les transferts. Cette absence de consensus justifie l'intégration du canal fiscal dans la présente analyse.

2.3. Développement des hypothèses de recherche

La littérature suggère que les transferts de fonds peuvent contribuer à la croissance inclusive par plusieurs mécanismes économiques et sociaux. Toutefois, l'importance relative de ces

mécanismes demeure incertaine, particulièrement dans le contexte des économies d'Afrique subsaharienne, où les imperfections des marchés financiers, la faiblesse des institutions et l'importance du secteur informel sont susceptibles de modifier les effets attendus des transferts de fonds. Sur la base des fondements théoriques et des travaux empiriques précédemment examinés, les hypothèses suivantes sont formulées afin d'évaluer le rôle de chacun des mécanismes de transmission identifiés.

L'investissement productif constitue l'un des principaux canaux identifiés dans la littérature. En réduisant les contraintes de financement auxquelles sont confrontés les ménages et les petites entreprises, les transferts de fonds peuvent favoriser l'accumulation du capital physique et soutenir la création d'activités productives. L'amélioration de l'investissement est susceptible de stimuler la production, l'emploi et les revenus, contribuant ainsi à une croissance davantage inclusive (Giuliano et Ruiz Arranz, 2009 ; Nyamongo et al., 2012). Les travaux récents confirment que l'investissement constitue le principal vecteur par lequel les transferts de fonds produisent des effets durables sur les performances économiques, même si l'ampleur de ces effets dépend du contexte institutionnel et financier (Adow, 2025 ; Kazembe et al., 2026).

Au regard de ces développements, nous formulons l'hypothèse suivante :

H1 : L'investissement productif médie positivement la relation entre les transferts de fonds des migrants et la croissance inclusive en ASS.

Les transferts de fonds peuvent également favoriser l'accumulation du capital humain en facilitant l'accès à l'éducation, aux soins de santé et à de meilleures conditions de vie. Une amélioration du capital humain accroît la productivité individuelle, renforce les opportunités économiques et favorise une participation plus large aux bénéfices de la croissance (Lucas, 1988 ; Acosta et al., 2008). Toutefois, les résultats empiriques demeurent partagés, plusieurs études montrant que cet effet dépend des arbitrages de consommation des ménages ainsi que de la disponibilité des infrastructures éducatives et sanitaires.

Dans cette perspective, l'hypothèse suivante est proposée :

H2 : Le capital humain médie positivement la relation entre les transferts de fonds des migrants et la croissance inclusive en ASS.

La littérature met également en avant le rôle potentiel du développement financier. Les transferts de fonds peuvent encourager l'utilisation des services financiers formels, accroître les dépôts bancaires et renforcer l'intermédiation financière. Un système financier plus développé améliore l'accès au financement et favorise l'investissement productif, avec des effets potentiels sur la croissance inclusive (Aggarwal et al., 2011 ; Bettin et Zazzaro, 2012). Néanmoins, plusieurs travaux soulignent que ce mécanisme reste fortement conditionné par la qualité des institutions financières et le niveau d'inclusion financière des économies bénéficiaires.

Cette relation conduit à formuler l'hypothèse suivante :

H3 : Le développement financier médie positivement la relation entre les transferts de fonds des migrants et la croissance inclusive en ASS.

Par ailleurs, les transferts de fonds peuvent contribuer indirectement à l'amélioration des finances publiques en stimulant l'activité économique et en élargissant l'assiette fiscale. Ils peuvent notamment accroître les recettes issues de la fiscalité indirecte par l'augmentation de la consommation, ainsi que, plus indirectement, celles provenant de la fiscalité directe lorsque les ressources reçues soutiennent des activités productives. L'accroissement des recettes publiques permet aux gouvernements de financer davantage d'infrastructures et de programmes sociaux susceptibles de renforcer l'inclusion économique et sociale (Abdih et al., 2012). Toutefois, dans les économies caractérisées par une forte informalité, ce mécanisme demeure encore peu documenté, ce qui justifie son examen empirique.

Dans ces conditions, nous posons l'hypothèse suivante :

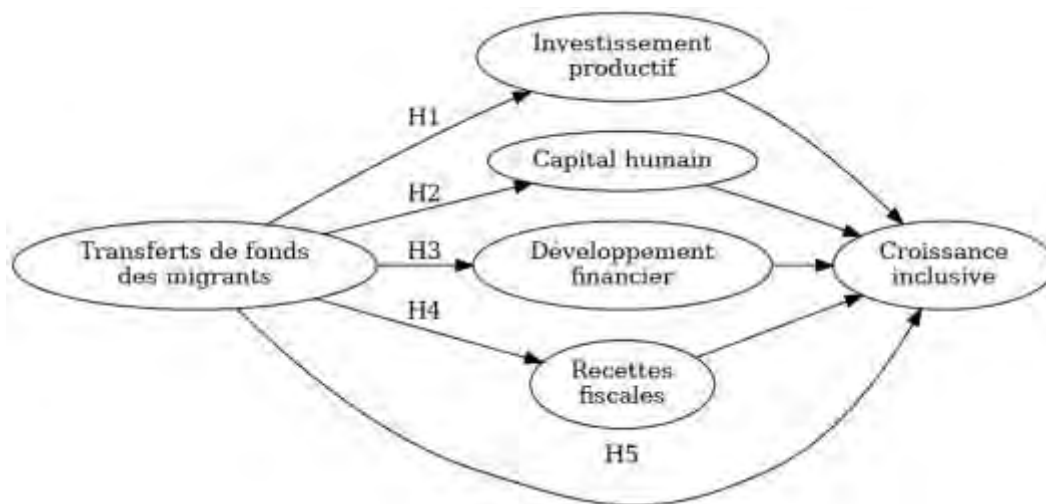
H4 : Les recettes fiscales médient positivement la relation entre les transferts de fonds des migrants et la croissance inclusive en ASS.

Au-delà de ces mécanismes indirects, plusieurs travaux soulignent l'existence d'un effet direct des transferts de fonds sur le bien-être des ménages bénéficiaires. En soutenant la consommation, en réduisant la pauvreté et en améliorant les conditions de vie, ces ressources peuvent influencer directement la croissance inclusive indépendamment des canaux intermédiaires examinés précédemment (Anyanwu et Erhijakpor, 2010 ; Meyer et Shera, 2017). Par conséquent, l'hypothèse générale suivante est retenue :

H5 : Les transferts de fonds des migrants exercent un effet direct positif sur la croissance inclusive en ASS.

Le modèle conceptuel présenté à la Figure 1 synthétise les relations théoriques et les hypothèses de recherche développées dans cette étude. Il met en évidence l'effet direct attendu des transferts de fonds sur la croissance inclusive (H5), ainsi que les quatre mécanismes de médiation examinés : l'investissement productif (H1), le capital humain (H2), le développement financier (H3) et les recettes fiscales (H4).

Figure 1. Modèle conceptuel de la recherche



Source : Auteurs

3. Méthodologie de recherche

Cette section présente la démarche méthodologique retenue pour analyser les mécanismes par lesquels les transferts de fonds des migrants influencent la croissance inclusive en Afrique subsaharienne. Elle décrit successivement les données mobilisées, les variables retenues, la stratégie d'estimation et l'approche de médiation multiple utilisée pour identifier les effets directs et indirects des transferts de fonds.

3.1. Données et variables

Cette étude analyse les mécanismes par lesquels les transferts de fonds des migrants influencent la croissance inclusive en Afrique subsaharienne. L'analyse repose sur un échantillon analytique de 33 pays d'Afrique subsaharienne observés entre 2000 et 2022. Après harmonisation des différentes sources et exclusion des observations incomplètes pour l'ensemble des variables du modèle, l'échantillon effectivement utilisé dans les estimations comprend 665 observations pays années. Cette période a été retenue afin de couvrir les principales évolutions récentes des flux de transferts de fonds ainsi que les transformations économiques observées dans la région, tout en garantissant une disponibilité suffisante des données pour l'ensemble des variables étudiées.

Les données proviennent principalement des *World Development Indicators* (World Bank, 2024a), tandis que les indicateurs institutionnels sont issus des *Worldwide Governance Indicators* (World Bank, 2024b). Cette base constitue une référence pour les analyses comparatives internationales en raison de la qualité, de l'harmonisation et de la disponibilité de ses indicateurs macroéconomiques. Afin de garantir la comparabilité des variables et de limiter les problèmes liés aux différences d'échelle, les indicateurs utilisés dans les estimations ont été standardisés avant l'analyse. Cette standardisation permet également de faciliter l'interprétation des coefficients estimés dans les modèles de médiation en exprimant les effets dans une même unité de mesure.

La variable dépendante est la croissance inclusive, mesurée à travers un Indice Composite de Croissance Inclusive (ICCI). Cet indice synthétise les principales dimensions économiques et sociales de la croissance inclusive conformément à l'approche retenue dans la littérature. La variable explicative principale est constituée des transferts de fonds des migrants, mesurés par les flux de remittances rapportés au produit intérieur brut des pays étudiés, ce qui permet de tenir compte de la taille relative des économies et de faciliter les comparaisons entre pays.

Conformément aux fondements théoriques et aux résultats empiriques présentés dans la revue de littérature, quatre variables médiatrices sont retenues : l'investissement productif, appréhendé par la formation brute de capital fixe ; le capital humain ; le développement financier ; et les recettes fiscales. Ces variables représentent les principaux mécanismes de transmission par lesquels les transferts de fonds sont susceptibles d'influencer la croissance inclusive.

Plusieurs variables de contrôle sont également introduites afin de tenir compte des caractéristiques macroéconomiques susceptibles d'influencer la croissance inclusive, notamment le niveau de revenu par habitant, l'ouverture commerciale, les investissements directs étrangers, l'inflation et la qualité institutionnelle. L'inclusion de ces variables vise à limiter les biais d'omission et à isoler autant que possible l'effet propre des transferts de fonds sur la croissance inclusive. Le Tableau 1 présente la définition, les mesures et les sources des différentes variables utilisées dans l'étude.

Tableau 1. Définition des variables et sources des données

Variable	Définition	Mesure	Source
ICCI	Indice composite de croissance inclusive	Indice standardisé	Construction des auteurs
Remit	Transferts de fonds des migrants	Log des transferts, standardisé	World Development Indicators
FBCF	Investissement productif	Formation brute de capital fixe, standardisée	World Development Indicators
Capital humain	Capital humain	Indice standardisé	World Development Indicators / sources harmonisées
Dev_fin	Développement financier	Crédit au secteur privé, standardisé	World Development Indicators
Recettes fiscales	Ressources fiscales	Recettes fiscales, standardisées	World Development Indicators
GDPPC	Niveau de développement	PIB par habitant, standardisé	World Development Indicators
INF	Inflation	Taux d'inflation, standardisé	World Development Indicators
OUV	Ouverture commerciale	Commerce total, standardisé	World Development Indicators
IDE	Investissements directs étrangers	Flux nets d'IDE, standardisés	World Development Indicators
INST	Qualité institutionnelle	Indice institutionnel standardisé	Worldwide Governance Indicators

Source : Auteurs

3.2. Mesure de la croissance inclusive

La croissance inclusive constitue un concept multidimensionnel qui ne peut être appréhendé à travers le seul taux de croissance économique. Elle renvoie à un processus de création de richesse accompagné d'une amélioration des opportunités économiques et sociales offertes à

l'ensemble de la population (Anand et al., 2013 ; Ranieri & Ramos, 2013). Elle suppose ainsi que l'expansion de l'activité économique s'accompagne d'un élargissement de l'accès aux opportunités et d'une amélioration des conditions de vie.

Afin de tenir compte de cette multidimensionnalité, cette étude mobilise un indice composite de croissance inclusive (ICCI). L'indice est construit à partir d'un ensemble d'indicateurs reflétant simultanément les performances économiques et les dimensions sociales du développement. Ces indicateurs sont regroupés de manière à saisir les deux composantes complémentaires du concept retenu dans cette étude : la capacité de l'économie à créer de la richesse et sa capacité à en diffuser les bénéfices. Cette approche permet d'évaluer non seulement la capacité des économies à générer de la croissance, mais également leur aptitude à diffuser les bénéfices de cette croissance auprès des différentes catégories de population. La construction de l'ICCI repose sur une procédure d'agrégation des indicateurs retenus après leur mise sur une échelle comparable, afin d'éviter que les différences d'unités de mesure n'influencent artificiellement le poids relatif de certaines dimensions.

L'utilisation d'un indice composite présente plusieurs avantages. Premièrement, elle permet de dépasser les limites des indicateurs traditionnels fondés exclusivement sur le revenu. Deuxièmement, elle offre une mesure plus complète du caractère inclusif du développement. Troisièmement, elle est désormais largement utilisée dans les travaux consacrés à la croissance inclusive dans les économies émergentes et en développement. Elle permet ainsi de disposer d'une mesure synthétique et comparable entre les pays et dans le temps, adaptée à la structure en données de panel retenue dans cette étude.

3.3. Stratégie empirique

L'objectif principal de cette étude est d'identifier les mécanismes par lesquels les transferts de fonds des migrants sont associés à la croissance inclusive en ASS. À cette fin, une analyse de médiation multiple par régressions séquentielles est mobilisée afin d'examiner simultanément le rôle de l'investissement productif, du capital humain, du développement financier et des recettes fiscales. Cette approche permet de décomposer la relation totale entre les transferts de fonds et la croissance inclusive en une composante directe et en des composantes indirectes transitant par les quatre médiateurs retenus (Preacher & Hayes, 2008 ; Hayes, 2022).

L'analyse repose sur trois ensembles d'équations. Premièrement, l'association totale entre les transferts de fonds et la croissance inclusive est estimée en contrôlant les caractéristiques macroéconomiques retenues. Deuxièmement, l'association entre les transferts de fonds et chacune des quatre variables médiatrices est estimée séparément. Troisièmement, la croissance inclusive est régressée simultanément sur les transferts de fonds, les quatre médiateurs et les variables de contrôle. Les équations principales sont estimées par moindres carrés ordinaires avec erreurs standards robustes HC3 afin de limiter la sensibilité de l'inférence à l'hétéroscédasticité.

L'équation de l'effet total s'écrit comme suit :

$$ICCI_{it} = c_0 + cRemit_{it} + \delta'X_{it} + u_{it} \quad (1)$$

où $ICCI_{it}$ représente l'indice composite de croissance inclusive du pays i à la période t , $Remit_{it}$ les transferts de fonds des migrants et X_{it} le vecteur des variables de contrôle. Le coefficient c mesure l'association totale entre les transferts de fonds et la croissance inclusive avant l'introduction des médiateurs.

Pour chaque médiateur m , l'équation du premier segment du mécanisme de médiation est spécifiée comme suit :

$$M_{mit} = \alpha_{0m} + a_m Remit_{it} + \alpha'_m X_{it} + \varepsilon_{mit} \quad (2)$$

où M_{mit} représente alternativement l'investissement productif, le capital humain, le développement financier ou les recettes fiscales. Le coefficient a_m mesure l'association entre les transferts de fonds et le médiateur considéré.

L'équation finale intégrant simultanément les quatre médiateurs s'écrit comme suit :

$$ICCI_{it} = \beta_0 + c'Remit_{it} + \sum_{m=1}^4 b_m M_{mit} + \gamma'X_{it} + \mu_{it} \quad (3)$$

Le coefficient c' mesure l'association directe entre les transferts de fonds et la croissance inclusive après prise en compte simultanée des quatre médiateurs. Chaque coefficient b_m mesure l'association entre le médiateur m et la croissance inclusive, conditionnellement aux transferts de fonds, aux autres médiateurs et aux variables de contrôle.

Pour chaque médiateur, l'effet indirect spécifique est calculé par le produit $a_m b_m$. L'effet indirect total correspond à la somme des quatre effets indirects spécifiques :

$$IE = \sum_{m=1}^4 a_m b_m \quad (4)$$

L'effet total reconstitué est obtenu par la somme de l'effet direct et de l'effet indirect total :

$$TE = c' + \sum_{m=1}^4 a_m b_m \quad (5)$$

Conformément aux recommandations méthodologiques relatives à l'inférence sur les effets indirects (Preacher & Hayes, 2008 ; Hayes, 2022), la significativité de la médiation est évaluée à partir de l'effet indirect lui-même et non de la seule significativité séparée des chemins a_m et b_m . L'inférence sur les effets indirects, direct et total repose sur un bootstrap non paramétrique par grappes au niveau des pays comportant 1 000 répliques. À chaque réplique, les pays sont tirés avec remise et l'ensemble de leurs observations temporelles est conservé, ce qui préserve la structure de dépendance intra pays du panel. Des intervalles de confiance percentile à 95 % sont obtenus à partir des quantiles 2,5 % et 97,5 % de la distribution empirique des estimations bootstrap. Un effet indirect est considéré comme statistiquement significatif lorsque l'intervalle de confiance correspondant n'inclut pas zéro.

Enfin, la robustesse des principaux résultats est examinée à l'aide d'une spécification complémentaire incluant simultanément des effets fixes pays et année. Cette estimation permet de contrôler l'hétérogénéité inobservée constante dans le temps propre à chaque pays ainsi que les chocs communs à l'ensemble des pays au cours d'une année donnée. Les erreurs standards sont clusterisées au niveau des pays afin de tenir compte de la dépendance intra pays des observations. Cette spécification constitue un test de robustesse et non le modèle principal de médiation.

4. Résultats et discussion

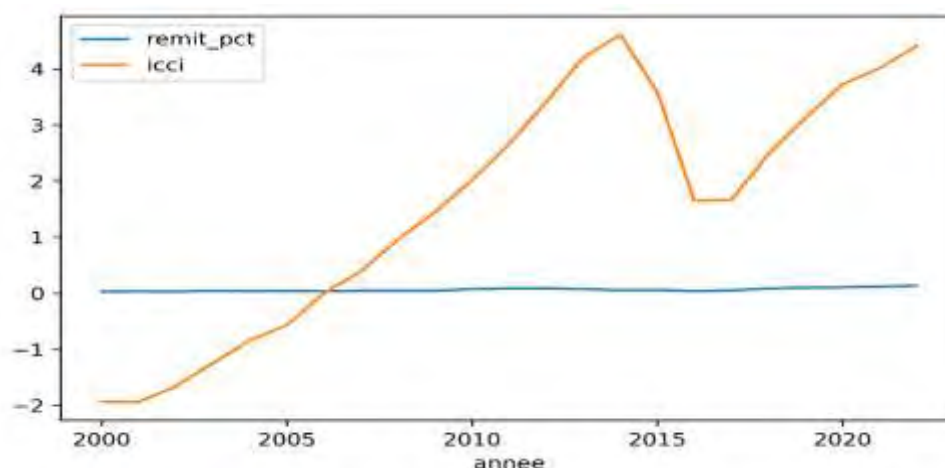
Cette section présente les résultats empiriques de l'étude en quatre étapes. Elle examine d'abord les caractéristiques descriptives des données et les corrélations entre les variables. Elle analyse ensuite les estimations des différents chemins de transmission, avant de décomposer l'association totale entre les transferts de fonds et la croissance inclusive en effets direct et indirects. Enfin, la stabilité des principaux résultats est évaluée à partir d'une spécification complémentaire à effets fixes pays et année. Une attention particulière est accordée à l'ampleur économique du canal de l'investissement productif, aux mécanismes de médiation non significatifs et à la prudence requise dans l'interprétation des associations estimées.

4.1. Analyse descriptive des données

Le Tableau 2 présente les statistiques descriptives des principales variables utilisées dans l'analyse. L'indice de croissance inclusive affiche une moyenne positive de 0,125 et un écart type de 0,988, ce qui traduit une dispersion importante des trajectoires de croissance inclusive au sein de l'échantillon. Les transferts de fonds présentent également une forte variabilité, avec

des valeurs standardisées comprises entre moins 5,327 et 2,618. Cette dispersion indique une forte hétérogénéité de l'importance relative des transferts de fonds entre les pays et au cours de la période étudiée. La Figure 2 complète cette première lecture en retraçant l'évolution moyenne des transferts de fonds et de l'indice de croissance inclusive sur la période étudiée. Elle permet de visualiser leurs trajectoires respectives avant l'examen des relations conditionnelles estimées dans les modèles de médiation. Les évolutions observées restent descriptives et ne doivent pas être interprétées comme la preuve d'une relation causale.

Figure 2. Évolution moyenne des transferts de fonds et de la croissance inclusive, 2000 à 2022



Source : Calculs des auteurs à partir des données de la World Bank (2024a).

Les variables représentant les quatre mécanismes de transmission présentent également des distributions contrastées. L'investissement productif varie de moins 2,185 à 4,203, tandis que le développement financier et les recettes fiscales atteignent respectivement des maxima de 4,794 et 4,557. Le capital humain présente une dispersion plus modérée, avec des valeurs comprises entre moins 1,606 et 2,807. Ces différences confirment l'hétérogénéité structurelle des économies étudiées et justifient l'examen séparé des mécanismes susceptibles de relier les transferts de fonds à la croissance inclusive.

Certaines variables de contrôle présentent des valeurs extrêmes, notamment l'inflation, dont le minimum standardisé atteint moins 14,344, et les IDE, dont le maximum s'élève à 11,612. Ces valeurs reflètent des épisodes macroéconomiques atypiques observés dans certains pays et certaines années. Leur présence invite à interpréter les estimations avec prudence et justifie le recours aux erreurs standards robustes HC3 dans les modèles principaux. Les statistiques descriptives reposent sur 665 observations complètes, correspondant à l'échantillon analytique effectivement utilisé dans l'ensemble des estimations.

Tableau 2. Statistiques descriptives des variables

Variable	Obs.	Moyenne	Écart-type	Min	Max
Croissance inclusive (ICCI)	665	0.125	0.988	-2.210	3.678
Transferts de fonds	665	-0.072	0.989	-5.327	2.618
Investissement productif	665	-0.031	0.962	-2.185	4.203
Capital humain	665	0.047	1.001	-1.606	2.807
Développement financier	665	-0.011	0.951	-0.816	4.794
Recettes fiscales	665	-0.046	0.990	-2.442	4.557
PIB par habitant	665	0.058	1.008	-1.544	2.311
Inflation	665	-0.013	1.059	-14.344	2.805
Ouverture commerciale	665	-0.026	1.003	-1.828	6.945
IDE	665	-0.058	0.979	-1.309	11.612
Qualité institutionnelle	665	0.016	1.036	-2.657	1.374

Source : Auteurs

4.2. Analyse des corrélations

Le Tableau 3 présente les corrélations bivariées entre les variables mobilisées dans l'analyse. Les transferts de fonds sont positivement associés à la croissance inclusive, avec un coefficient de corrélation de 0,120. Bien que cette relation soit de faible amplitude, elle fournit une première indication descriptive allant dans le sens de la relation attendue. Elle ne saurait toutefois être interprétée comme un effet des transferts de fonds, puisqu'elle ne tient compte ni des caractéristiques macroéconomiques des pays ni des mécanismes de transmission examinés dans la suite de l'analyse.

Les corrélations observées avec les variables médiatrices révèlent des configurations sensiblement différentes. L'investissement productif est le mécanisme le plus étroitement associé aux transferts de fonds, avec un coefficient de 0,361. Cette relation est nettement plus marquée que celles observées avec le capital humain, dont le coefficient s'établit à 0,118, le développement financier, à moins 0,087, et les recettes fiscales, à moins 0,148. Ces écarts suggèrent, à ce stade descriptif, que les transferts de fonds ne sont pas associés de manière uniforme aux différents mécanismes envisagés. L'investissement productif apparaît déjà comme le canal le plus susceptible de jouer un rôle dans la relation étudiée.

Du côté de la croissance inclusive, les corrélations sont positives avec l'investissement productif, le capital humain et le développement financier. Elles atteignent respectivement 0,231, 0,202 et 0,152. La relation avec les recettes fiscales est plus faible, avec un coefficient de 0,078. Ces premières associations sont compatibles avec l'existence de mécanismes intermédiaires, mais elles ne permettent pas d'établir une médiation. Celle-ci dépend de l'effet indirect estimé pour chaque canal et de l'intervalle de confiance obtenu par bootstrap.

La matrice met enfin en évidence certaines associations plus prononcées entre les variables explicatives. La corrélation atteint 0,607 entre le PIB par habitant et le capital humain, 0,540 entre les transferts de fonds et les investissements directs étrangers, et 0,513 entre le PIB par habitant et le développement financier. Ces coefficients restent néanmoins inférieurs aux seuils couramment associés à une multicolinéarité sévère. Cette lecture de la matrice demeure toutefois indicative et doit être complétée par les diagnostics formels de multicolinéarité.

Tableau 3. Matrice de corrélation des variables

	ICCI	Remit	FBCF	CapHum	DevFin	Fiscal	GDPPC	INF	OUV	IDE	INST
ICCI	1.000										
Remit	0.120	1.000									
FBCF	0.231	0.361	1.000								
CapHum	0.202	0.118	0.081	1.000							
DevFin	0.152	-0.087	-0.121	0.508	1.000						
Fiscal	0.078	-0.148	0.170	0.085	0.312	1.000					
GDPPC	0.063	0.117	0.212	0.607	0.513	0.192	1.000				
INF	0.037	-0.121	-0.061	0.010	0.043	0.092	0.097	1.000			
OUV	-0.109	0.357	0.239	0.336	0.126	0.297	0.333	-0.006	1.000		
IDE	-0.026	0.540	0.181	0.031	-0.087	-0.001	-0.035	-0.027	0.354	1.000	
INST	-0.273	0.080	-0.144	-0.340	-0.455	-0.425	-0.415	-0.095	-0.047	0.115	1.000

Note : Le tableau présente le triangle inférieur de la matrice de corrélation de Pearson.

Source : Auteurs

4.3. Estimation des mécanismes de transmission

Le Tableau 4 présente les estimations des différentes relations qui composent le modèle de médiation. Les résultats font apparaître une association positive entre les transferts de fonds et la croissance inclusive. Dans le modèle estimant l'effet total, une augmentation d'un écart type des transferts de fonds est associée à une hausse de 0,252 écart type de l'indice de croissance inclusive. Cette relation est statistiquement significative au seuil de 1 %. Elle demeure positive

lorsque les quatre médiateurs sont introduits simultanément dans l'équation finale, mais son amplitude diminue à 0,197. Cette réduction du coefficient suggère qu'une partie de la relation entre les transferts de fonds et la croissance inclusive est susceptible de transiter par les mécanismes intermédiaires examinés. Elle ne suffit toutefois pas, à elle seule, à établir l'existence d'une médiation, laquelle doit être appréciée à partir des effets indirects et de leurs intervalles de confiance bootstrap.

Les estimations des chemins de transmission font apparaître des résultats nettement différenciés selon les médiateurs. L'investissement productif est le seul mécanisme pour lequel les deux segments du chemin de médiation présentent des associations positives et statistiquement significatives. Une augmentation d'un écart type des transferts de fonds est associée à une progression de 0,320 écart type de l'investissement productif. À son tour, une augmentation d'un écart type de l'investissement est associée à une hausse de 0,253 écart type de la croissance inclusive, toutes choses égales par ailleurs. Ces résultats fournissent un premier appui empirique au mécanisme proposé par l'hypothèse H1 : les transferts de fonds sont associés à un renforcement de l'investissement, lui même positivement lié à la croissance inclusive. La significativité effective de cette médiation sera toutefois établie dans la section suivante à partir du produit des deux coefficients et de son intervalle de confiance bootstrap.

Le capital humain présente une configuration différente. Les transferts de fonds ne lui sont pas significativement associés, le coefficient estimé étant proche de zéro, à 0,004. En revanche, le capital humain est positivement associé à la croissance inclusive, avec un coefficient de 0,268 significatif au seuil de 1 %. L'absence de relation statistiquement établie entre les transferts de fonds et le capital humain limite donc la possibilité d'un mécanisme de transmission par ce canal, malgré le rôle favorable du capital humain dans la croissance inclusive. Ce résultat suggère que, dans l'échantillon étudié, les transferts reçus ne se traduisent pas systématiquement par une amélioration mesurable de l'indicateur de capital humain.

Les résultats relatifs au développement financier sont plus inattendus. Les transferts de fonds lui sont négativement associés, avec un coefficient de moins 0,133 significatif au seuil de 1 %. Le développement financier présente néanmoins une association positive avec la croissance inclusive : une augmentation d'un écart type de cet indicateur est associée à une progression de 0,114 écart type de l'ICCI, au seuil de 5 %. Les deux segments du mécanisme évoluent ainsi dans des directions opposées. Ce résultat ne permet pas de soutenir l'hypothèse d'une médiation positive par le développement financier et suggère que l'importance croissante des transferts ne s'accompagne pas nécessairement d'un approfondissement de l'intermédiation financière formelle dans les pays étudiés.

Une configuration comparable apparaît pour les recettes fiscales. Les transferts de fonds sont négativement associés à cette variable, avec un coefficient de moins 0,267 significatif au seuil de 1 %. En revanche, l'association entre les recettes fiscales et la croissance inclusive est faible et statistiquement non significative, avec un coefficient de 0,045. Les estimations ne fournissent donc pas d'appui préliminaire à l'existence d'un mécanisme de transmission par les finances publiques. Dans le contexte étudié, l'afflux de transferts ne semble pas se convertir automatiquement en ressources fiscales susceptibles d'être mobilisées en faveur de la croissance inclusive.

Pris ensemble, ces résultats révèlent une forte hétérogénéité des mécanismes de transmission. L'investissement productif se distingue par la cohérence des deux relations qui composent son chemin de médiation, tandis que les trois autres canaux sont interrompus à l'un ou l'autre stade du mécanisme. Le capital humain est positivement associé à la croissance inclusive sans être relié aux transferts de fonds ; le développement financier présente deux relations de signes opposés ; enfin, les recettes fiscales ne sont pas significativement associées à la croissance inclusive dans l'équation finale. Cette lecture des chemins individuels doit cependant être

complétée par l'estimation formelle des effets indirects, car la significativité d'une médiation dépend du produit des coefficients et non de leur seule lecture séparée.

Tableau 4. Modèles principaux et mécanismes de transmission

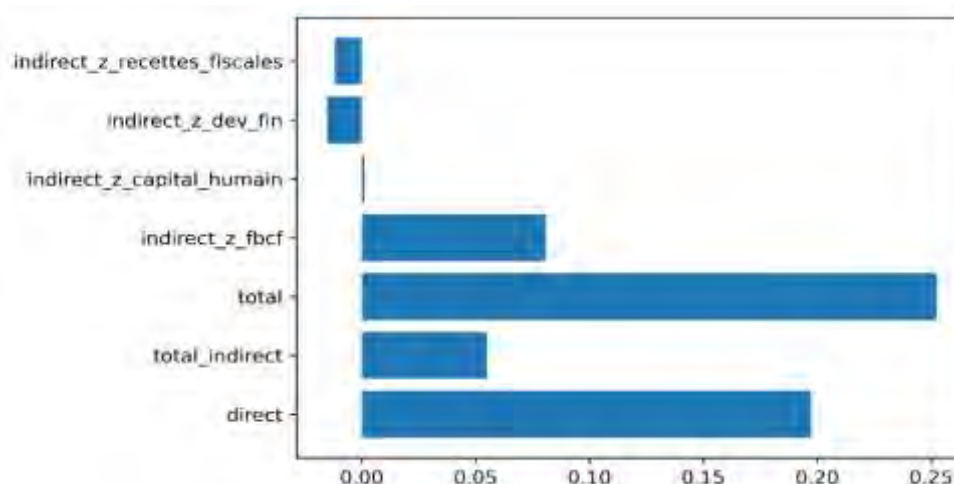
Variables	Effet total	Investissement	Capital humain	Dév. financier	Recettes fiscales	Effet direct + médiateurs
Transferts de fonds	0.252*** (0.046)	0.320*** (0.045)	0.004 (0.031)	-0.133*** (0.031)	-0.267*** (0.040)	0.197*** (0.045)
Investissement productif						0.253*** (0.046)
Capital humain						0.268*** (0.046)
Développement financier						0.114** (0.044)
Recettes fiscales						0.045 (0.047)
PIB par habitant	-0.041 (0.044)	0.090** (0.041)	0.501*** (0.045)	0.391*** (0.051)	-0.078* (0.046)	-0.239*** (0.050)
Inflation	0.037** (0.017)	-0.038*** (0.009)	-0.047*** (0.008)	-0.035*** (0.007)	0.029** (0.012)	0.062*** (0.017)
Ouverture commerciale	-0.174*** (0.042)	0.083** (0.041)	0.158*** (0.034)	0.013 (0.025)	0.375*** (0.086)	-0.256*** (0.056)
IDE	-0.065* (0.035)	-0.010 (0.062)	0.004 (0.019)	0.028* (0.016)	0.056 (0.039)	-0.069** (0.035)
Qualité institutionnelle	-0.293*** (0.045)	-0.121*** (0.030)	-0.125*** (0.032)	-0.255*** (0.032)	-0.404*** (0.031)	-0.182*** (0.047)
Constante	0.143*** (0.036)	-0.010 (0.035)	0.024 (0.029)	-0.038 (0.027)	-0.041 (0.034)	0.145*** (0.035)
Observations	665	665	665	665	665	665
R ²	0.134	0.179	0.404	0.349	0.320	0.225
R ² ajusté	0.126	0.171	0.398	0.343	0.314	0.213

Note : Les erreurs standards robustes HC3 sont présentées sous les coefficients. *** indique une significativité au seuil de 1 %, ** au seuil de 5 % et * au seuil de 10 %.

Source : Auteurs

La Figure 3 synthétise les coefficients estimés des différents chemins du modèle de médiation. Elle met en évidence la configuration particulière du canal de l'investissement productif, pour lequel les deux segments du mécanisme présentent des coefficients positifs. Les autres canaux affichent soit une absence d'association sur l'un des segments, soit des coefficients de signes opposés. Cette représentation graphique complète la lecture du Tableau 4, sans toutefois se substituer à l'inférence sur les effets indirects présentée dans la section suivante.

Figure 3. Coefficients estimés des chemins du modèle de médiation multiple



Source : Auteurs

4.4. Effets directs, indirects et totaux : quelle importance des différents canaux ?

Le Tableau 6 présente la décomposition de la relation entre les transferts de fonds et la croissance inclusive. Les résultats issus du bootstrap par grappes au niveau des pays confirment une association totale positive et statistiquement significative. L'effet total est estimé à 0,252 et son intervalle de confiance à 95 % s'étend de 0,092 à 0,457. L'effet direct demeure également positif et significatif après l'introduction simultanée des quatre médiateurs. Il atteint 0,197, avec un intervalle de confiance compris entre 0,023 et 0,404. Ces résultats indiquent que l'essentiel de l'association entre les transferts de fonds et la croissance inclusive ne transite pas par les quatre mécanismes examinés.

L'analyse des effets indirects fait toutefois apparaître une différence nette entre les canaux de transmission. Seul l'investissement productif présente un effet indirect statistiquement significatif. Cet effet est estimé à 0,081 et son intervalle de confiance, compris entre 0,009 et 0,169, exclut zéro. L'investissement productif constitue ainsi le seul mécanisme pour lequel les données soutiennent l'hypothèse de médiation. Cette médiation demeure partielle, puisque l'effet direct des transferts reste significatif après prise en compte des quatre canaux.

La portée économique de ce résultat mérite d'être précisée. Rapporté à l'effet total estimé, l'effet indirect associé à l'investissement représente environ 32 % de la relation totale entre les transferts de fonds et la croissance inclusive. Autrement dit, près d'un tiers de cette association peut être relié au chemin passant par l'investissement productif. Cette proportion confère au canal de l'investissement une importance substantielle et non uniquement statistique. Elle constitue le principal résultat de l'étude et apporte un soutien à l'hypothèse H1.

Les trois autres mécanismes ne présentent pas d'effet indirect statistiquement significatif. L'effet associé au capital humain est pratiquement nul, à 0,001, avec un intervalle de confiance allant de moins 0,074 à 0,075. Ce résultat conduit à ne pas retenir l'hypothèse H2. L'effet indirect par le développement financier est négatif et estimé à moins 0,015, mais son intervalle de confiance, compris entre moins 0,073 et 0,024, inclut zéro. L'hypothèse H3 n'est donc pas soutenue. Il en va de même pour les recettes fiscales, dont l'effet indirect s'établit à moins 0,012 et dont l'intervalle de confiance s'étend de moins 0,082 à 0,043. L'hypothèse H4 n'est donc pas confirmée.

L'effet indirect total, obtenu par la somme des quatre mécanismes, atteint 0,055. Son intervalle de confiance, compris entre moins 0,063 et 0,194, inclut toutefois zéro. L'absence de significativité de cet effet agrégé ne contredit pas la médiation spécifique observée pour l'investissement. Elle résulte du fait que l'effet positif transmis par ce canal est partiellement compensé par les effets négatifs, bien que non significatifs, associés au développement financier et aux recettes fiscales. Ce résultat montre l'intérêt d'examiner séparément les effets indirects spécifiques plutôt que de s'appuyer uniquement sur leur somme. Une analyse limitée à l'effet indirect total aurait en effet masqué le rôle distinctif de l'investissement productif.

Dans l'ensemble, la décomposition des effets conduit à une conclusion plus nuancée qu'une simple opposition entre présence et absence de médiation. Les transferts de fonds restent directement associés à la croissance inclusive, tandis qu'une part substantielle de cette relation transite par l'investissement productif. Les autres canaux théoriquement envisagés ne reçoivent pas de soutien empirique dans l'échantillon étudié. Les résultats soutiennent ainsi H1 et H5, mais ne permettent pas de confirmer H2, H3 et H4. La Figure 4 offre une représentation synthétique de cette décomposition.

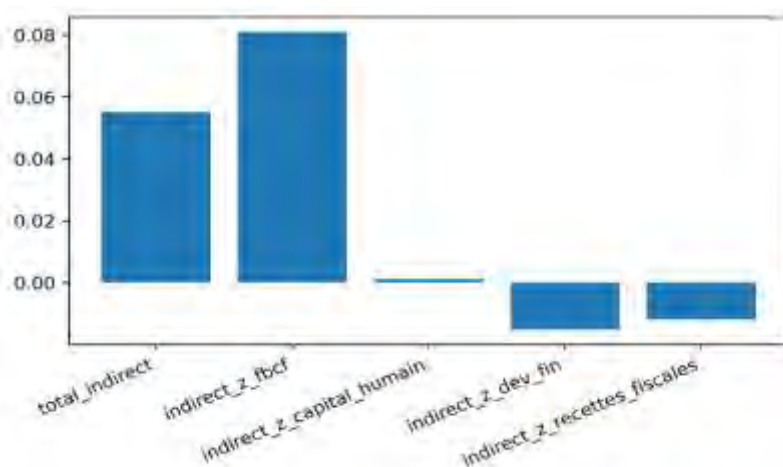
Tableau 6. Effets directs, indirects et totaux estimés par bootstrap

Effet	Estimation	Boot. SE	IC à 95 %	p-value
Effet direct	0.197**	0.092	[0.023 ; 0.404]	0.024
Effet indirect total	0.055	0.061	[-0.063 ; 0.194]	0.408
Effet total	0.252***	0.091	[0.092 ; 0.457]	0.002
Effet indirect via l'investissement	0.081**	0.042	[0.009 ; 0.169]	0.026
Effet indirect via le capital humain	0.001	0.037	[-0.074 ; 0.075]	0.904
Effet indirect via le développement financier	-0.015	0.027	[-0.073 ; 0.024]	0.400
Effet indirect via les recettes fiscales	-0.012	0.030	[-0.082 ; 0.043]	0.674

Note : Les effets indirects correspondent aux produits des coefficients associés aux chemins successifs de médiation. Les erreurs standards et les intervalles de confiance percentile à 95 % sont obtenus à partir de 1 000 réplifications bootstrap par grappes au niveau des pays. Un effet est considéré comme statistiquement significatif lorsque son intervalle de confiance n'inclut pas zéro.

Source : Auteurs

Figure 4. Décomposition des effets directs et indirects avec intervalles de confiance bootstrap à 95 %



Source : Calculs des auteurs à partir de 1 000 réplifications bootstrap par grappes au niveau des pays.

5. Conclusion et implications de politique économique

Cette étude a examiné la relation entre les transferts de fonds des migrants et la croissance inclusive en Afrique subsaharienne, en cherchant à identifier les mécanismes par lesquels cette relation s'établit. L'analyse, menée sur 33 pays entre 2000 et 2022, a considéré simultanément quatre canaux de transmission : l'investissement productif, le capital humain, le développement financier et les recettes fiscales.

Les résultats mettent en évidence une association positive entre les transferts de fonds et la croissance inclusive. Leur principal apport réside toutefois dans la décomposition de cette relation. Parmi les quatre mécanismes étudiés, seul l'investissement productif présente un effet indirect statistiquement significatif. Estimé à 0,081, cet effet représente environ 32 % de l'effet total. Le capital humain, le développement financier et les recettes fiscales ne présentent aucun effet indirect significatif, tandis que l'effet direct des transferts demeure positif après l'introduction simultanée des médiateurs.

Cette étude contribue ainsi à la littérature en déplaçant l'analyse de la question de savoir si les transferts de fonds sont associés à la croissance inclusive vers celle des mécanismes par lesquels cette relation s'établit. L'examen simultané de plusieurs canaux montre que les effets attendus ne se diffusent pas uniformément dans l'économie. Sur le plan méthodologique, l'analyse de médiation multiple permet de distinguer les effets indirects propres à chaque canal et révèle qu'une lecture limitée à l'effet indirect total aurait masqué le rôle spécifique de l'investissement productif.

Ces résultats suggèrent que les politiques destinées à renforcer la contribution des transferts au développement inclusif gagneraient à améliorer les conditions permettant aux ménages qui le souhaitent de convertir une partie des ressources reçues en investissements productifs. Des instruments d'épargne adaptés, des mécanismes de financement complémentaire, des garanties destinées aux petites activités productives et la réduction des coûts de transfert pourraient y contribuer. Ces orientations ne doivent toutefois pas être interprétées comme une prescription visant à diriger l'usage de ressources privées. Elles consistent plutôt à réduire les contraintes qui limitent les possibilités d'investissement des bénéficiaires.

Plusieurs limites doivent être soulignées. La stratégie empirique ne permet pas d'établir une relation causale au sens strict et demeure exposée aux problèmes d'endogénéité. Les résultats agrégés peuvent également masquer une hétérogénéité entre pays et sous régions. Le choix des indicateurs ne saisit qu'imparfaitement la complexité des mécanismes étudiés, tandis que certains canaux, notamment le capital humain, peuvent produire leurs effets avec retard. Enfin, les résultats restent sensibles à la construction de l'indice de croissance inclusive. Les recherches futures pourraient mobiliser des stratégies d'identification causale plus exigeantes, introduire des médiateurs retardés et examiner l'hétérogénéité selon les caractéristiques des pays. Des analyses au niveau des ménages permettraient également de distinguer les mécanismes selon l'usage des fonds, le canal de transfert et les caractéristiques des migrants et des bénéficiaires.

En définitive, les transferts de fonds sont positivement associés à la croissance inclusive dans l'échantillon étudié, mais cette relation ne se transmet pas uniformément par les mécanismes envisagés. L'investissement productif apparaît comme le seul canal de médiation statistiquement identifié et comme le mécanisme intermédiaire le plus clairement soutenu par les données.

Références :

- (1). Abdih, Y., Chami, R., Dagher, J., & Montiel, P. (2012). Remittances and institutions: Are remittances a curse? *World Development*, 40(4), 657–666.
- (2). Acosta, P., Calderón, C., Fajnzylber, P., & López, H. (2008). What is the impact of international remittances on poverty and inequality in Latin America? *World Development*, 36(1), 89–114.
- (3). Adams, R. H., & Cuecuecha, A. (2010). Remittances, household expenditure and investment in Guatemala. *World Development*, 38(11), 1626–1641.
- (4). Adams, R. H., & Cuecuecha, A. (2013). The impact of remittances on investment and poverty in developing countries. *World Development*, 50, 94–108.
- (5). Adow, A. A. (2025). Remittances and economic growth in East Africa. *Cogent Economics & Finance*, 13(1), 2461604.
- (6). Aggarwal, R., Demirgüç Kunt, A., & Martínez Pería, M. S. (2011). Do remittances promote financial development? *Journal of Development Economics*, 96(2), 255–264.
- (7). Ahmed, F. Z. (2012). The perils of unearned foreign income: Aid, remittances, and government survival. *American Political Science Review*, 106(1), 146–165.
- (8). Anand, R., Mishra, S., & Peiris, S. J. (2013). *Inclusive growth: Measurement and determinants* (IMF Working Paper No. 13/135). International Monetary Fund.
- (9). Anyanwu, J. C., & Erhijakpor, A. E. O. (2010). Do international remittances affect poverty in Africa? *African Development Review*, 22(1), 51–91.
- (10). Bettin, G., & Zazzaro, A. (2012). Remittances and financial development: Substitutes or complements in economic growth? *Bulletin of Economic Research*, 64(4), 509–536.
- (11). Catrinescu, N., Leon Ledesma, M., Piracha, M., & Quillin, B. (2009). Remittances, institutions, and economic growth. *World Development*, 37(1), 81–92.

- (12). Chami, R., Barajas, A., Cosimano, T., Fullenkamp, C., Gapen, M., & Montiel, P. (2008). *Macroeconomic consequences of remittances* (IMF Occasional Paper No. 259). International Monetary Fund.
- (13). Chami, R., Fullenkamp, C., & Jahjah, S. (2005). Are immigrant remittance flows a source of capital for development? *IMF Staff Papers*, 52(1), 55–81.
- (14). Combes, J. L., & Ebeke, C. (2011). Remittances and household consumption instability in developing countries. *World Development*, 39(7), 1076–1089.
- (15). Giuliano, P., & Ruiz Arranz, M. (2009). Remittances, financial development, and growth. *Journal of Development Economics*, 90(1), 144–152.
- (16). Gupta, S., Pattillo, C. A., & Wagh, S. (2009). Effect of remittances on poverty and financial development in Sub Saharan Africa. *World Development*, 37(1), 104–115.
- (17). Habib, H. (2024). Are institutions improving the contribution of remittances to economic growth? A panel data analysis. *Institutions and Economies*, 29–52.
- (18). Hayes, A. F. (2022). *Introduction to mediation, moderation, and conditional process analysis: A regression based approach* (3rd ed.). Guilford Press.
- (19). Karim, N., Tariq, M., & Khan, M. A. (2025). Examining the moderated mediation role of the financial sector and institutional quality in the relationship between remittances and economic growth in developing countries. *Journal of International Migration and Integration*, 26(1), 279–316.
- (20). Kazembe, A. C., Kazembe Shula, M., Lwanga Kapwaye, G. M., Ongo Nkoa, B. E., & Kelly, A. M. (2026). Leveraging remittances for economic diversification: Empirical insights from Sub Saharan Africa. *Future Business Journal*, 12(1), 57.
- (21). Lucas, R. E. (1988). On the mechanics of economic development. *Journal of Monetary Economics*, 22(1), 3–42.
- (22). Lucas, R. E. B., & Stark, O. (1985). Motivations to remit: Evidence from Botswana. *Journal of Political Economy*, 93(5), 901–918.
- (23). Mansuri, G. (2006). *Migration, school attainment, and child labor: Evidence from rural Pakistan* (Policy Research Working Paper No. 3945). World Bank.
- (24). Meyer, D., & Shera, A. (2017). The impact of remittances on economic growth: An econometric model. *Economia*, 18(2), 147–155.
- (25). Ngubane, S. A., Nene, S. T., & Ilesanmi, K. D. (2025). The impact of remittances on domestic investment and household consumption: A case of Sub-Saharan Africa. *Scientific African*, e02910.
- (26). Nyamongo, E. M., Misati, R. N., Kipyegon, L., & Ndirangu, L. (2012). Remittances, financial development and economic growth in Africa. *Journal of Economics and Business*, 64(3), 240–260.
- (27). Preacher, K. J., & Hayes, A. F. (2008). Asymptotic and resampling strategies for assessing and comparing indirect effects in multiple mediator models. *Behavior Research Methods*, 40(3), 879–891.
- (28). Ranieri, R., & Ramos, R. A. (2013). *Inclusive growth: Building up a concept* (Working Paper No. 104). International Policy Centre for Inclusive Growth.
- (29). Romer, P. M. (1986). Increasing returns and long run growth. *Journal of Political Economy*, 94(5), 1002–1037.
- (30). Stark, O., & Bloom, D. E. (1985). The new economics of labor migration. *American Economic Review*, 75(2), 173–178.
- (31). World Bank. (2023). *Migration and Development Brief 39: Leveraging diaspora finances for private capital mobilization*. World Bank.
- (32). World Bank. (2024a). *World Development Indicators*. World Bank.
- (33). World Bank. (2024b). *Worldwide Governance Indicators*. World Bank.